

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/169**

**G/SCM/W/176**

24 novembre 1995

(95-3718)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE JAPON<sup>1</sup> AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 novembre 1995.

### 1. Questions générales

- a) Dans les cas où il n'y a pas de dispositions pertinentes dans la législation nationale, l'Accord de l'OMC s'applique-t-il?
- b) Si les dispositions de la législation nationale en vigueur ne sont pas conformes à l'Accord de l'OMC, les dispositions de ce dernier s'appliquent-elles?

### 2. Viabilité du marché

L'article 2.2 du décret dispose que les prix visés aux alinéas 2) ou 3) de l'article 2.1 ne pourront être retenus qu'en l'absence de prix pratiqué pour le produit similaire dans le pays fournisseur ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes, il n'apparaît pas adéquat d'utiliser ce prix.

Le Japon pourrait-il expliquer selon quel critère il détermine que le volume des ventes est faible? L'Accord de l'OMC dispose que les ventes seront considérées comme une quantité suffisante pour la détermination de la valeur normale si elles constituent 5 pour cent ou plus des ventes du produit considéré sur le marché intérieur.

### 3. Prix à l'exportation construit

Aux termes de l'article 3 du décret, lorsqu'il n'apparaît pas adéquat d'utiliser le prix à l'exportation parce que l'exportateur de ces produits est associé avec leur importateur, le prix à l'exportation sera calculé sur la base du prix auquel les produits importés sont revendus pour la première

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/JPN/2-G/SCM/N/1/JPN/2.

fois à une personne qui n'est associée avec aucun des exportateurs ou importateurs. En outre, le décret prévoit que le prix de vente du produit sur le marché intérieur après ouvraison ou transformation des produits importés en tant que matière première est le prix de vente, déduction faite de la valeur ajoutée par cette ouvraison ou transformation.

Le Japon pourrait-il préciser ce qu'il entend par "valeur ajoutée par cette ouvraison ou transformation"? Quels coûts et bénéfices seront déduits entre le moment de l'importation et celui de la revente? Plus précisément, quelle méthode sera employée pour calculer la valeur ajoutée et les bénéfices à déduire?

4. Eléments dont il faut dûment tenir compte

Les "ajustements nécessaires" prévus à l'article 2.3 du décret incluent-ils les différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux et dans les caractéristiques physiques? Les "stades commerciaux" sont-ils équivalents aux "niveaux commerciaux" mentionnés dans l'Accord de l'OMC? Dans l'affirmative, le Japon pourrait-il préciser comment il calcule l'ajustement à opérer pour tenir compte des différences dans les stades commerciaux?

Il semblerait que l'article 2.3 du décret ne se réfère qu'à la valeur normale. Le Japon opère-t-il des ajustements des deux côtés (prix à l'exportation et valeur normale) pour la comparaison au stade sortie usine ou n'opère-t-il des ajustements pour tenir compte des éléments affectant la comparabilité des prix que d'un côté? Dans ce dernier cas, comment concilie-t-il cette disposition avec l'article 2.4 de l'Accord de l'OMC, qui exige normalement une comparaison au stade sortie usine?

5. Opérations commerciales normales

Comment le Japon définit-il les "opérations commerciales normales" à l'article 2.1 du décret? Applique-t-il la définition d'une "longue période" et de "quantités substantielles" de l'article 2.2 et des notes de bas de page de l'Accord de l'OMC pour décider si les ventes ont lieu au cours d'opérations commerciales normales?

6. Calcul des coûts/coûts des opérations de démarrage

Le Japon peut-il confirmer que les coûts sont calculés sur la base des registres tenus par l'exportateur ou le producteur aux fins de l'article 2.1 du décret? Peut-il préciser s'il est procédé à un ajustement pour tenir compte des éléments non renouvelables des frais et des coûts liés aux opérations de démarrage comme le prévoit l'article 2.2.1.1 de l'Accord de l'OMC?

7. Frais d'administration et de commercialisation et frais de caractère général et bénéfices

Sur quelle base le Japon détermine-t-il le montant correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général ainsi qu'aux bénéfices aux fins de l'article 2.1 3) du décret? Peut-il préciser ce qu'il entend par "montant normal des bénéfices" à l'article 2.1 3)? Peut-il confirmer que le calcul du montant correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général ainsi qu'aux bénéfices sera fondé sur des données réelles concernant la production et les ventes de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête?

8. Comparaison

Il semble que la Loi relative au tarif douanier ou le Décret relatif aux droits antidumping ne précisent pas la méthode employée pour comparer la valeur normale et les transactions à l'exportation.

Le Japon peut-il préciser si l'existence d'une marge de dumping est établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix à l'exportation ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction conformément à l'article 2.4.2 de l'Accord de l'OMC?

9. Evaluation cumulative du dommage

Le Japon peut-il préciser s'il procède à une évaluation cumulative des effets des importations simultanées en provenance de plus d'un pays? Dans l'affirmative, peut-il préciser à quelles conditions cette évaluation cumulative peut être effectuée? Est-elle conforme aux dispositions de l'article 3.3 de l'Accord de l'OMC?

10. Représentativité

Il semblerait, d'après l'article 5 du décret, que 25 pour cent de la production nationale totale seraient considérés comme représentatifs. Cela signifie-t-il que si la condition des 25 pour cent de la production nationale totale est remplie la demande sera réputée satisfaire aux critères définis sans qu'il soit vérifié si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande?.

11. Engagements

Le Japon peut-il expliquer comment l'article 8.8 de la Loi relative au tarif douanier peut être conforme à l'article 8.2 de l'Accord de l'OMC, aux termes duquel des engagements en matière de prix ne seront demandés aux exportateurs, ou acceptés de leur part, que si les autorités du Membre importateur ont établi une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage causé par ce dumping?

Le Japon peut-il expliquer comment l'expression "il peut être présumé" employée à l'article 8.8 de la Loi relative au tarif douanier peut être compatible avec la "détermination positive" dont il est question à l'article 8.2 de l'Accord de l'OMC?

12. Echantillonnage

Il semble que ni la Loi relative au tarif douanier ni le Décret relatif aux droits antidumping n'envisagent les cas où le nombre de parties est trop important pour qu'il soit procédé à une détermination individuelle de la marge. A cet égard, le Japon détermine-t-il toujours la marge individuelle de tous les exportateurs concernés quel que soit leur nombre? S'il limite le nombre des entreprises à examiner, peut-il préciser à quelles conditions?

13. De minimis/Volume négligeable

Le Japon peut-il confirmer que la clôture de l'enquête sera immédiate dans les cas où les autorités détermineront que la marge de dumping est *de minimis* ou que le volume des importations faisant l'objet de dumping, ou le dommage, est négligeable? Dans l'affirmative, quelle est la définition d'une marge de dumping *de minimis* et d'un volume d'importations négligeable dans la Loi relative au tarif douanier ou dans le Décret relatif aux droits antidumping?

14. Délai ménagé pour répondre aux questionnaires

Le Japon ménage-t-il un délai d'au moins 30 jours aux exportateurs pour répondre aux questionnaires, comme il est prévu à l'article 6.1.1 de l'Accord de l'OMC?

15. Conversion de monnaies

Le Japon peut-il expliquer quel taux de change il appliquerait lorsque la comparaison exige une conversion de monnaies?

Le Japon prévoit-il un ajustement pour tenir compte de mouvements durables des taux de change pendant la période couverte par l'enquête?

16. Utilisateurs industriels et organisations de consommateurs

Le Japon ménagera-t-il aux utilisateurs industriels et aux organisations de consommateurs la possibilité de fournir des renseignements comme le prévoit l'article 6.12 de l'Accord de l'OMC?

17. Révision judiciaire

Le Japon peut-il préciser s'il existe des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs? Peut-il préciser les lois ou règlements et procédures au titre desquels une révision judiciaire peut être demandée?